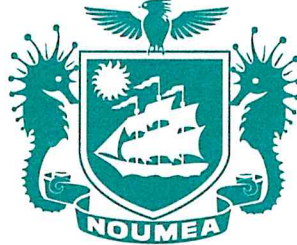


CH
Départ : 2055



VILLE DE NOUMEA

Mis en ligne le :

11 MAR. 2024

ARRETE N° 2024/717

**AUTORISANT LES TRAVAUX ET REGLEMENTANT TEMPORAIREMENT
LA CIRCULATION ET LE STATIONNEMENT AU CROISEMENT DE LA RUE DU GENERAL
MANGIN ET DE L'AVENUE VICTOIRE-HENRI LAFLEUR SISES SECTION CENTRE VILLE**

Le maire de la ville de Nouméa,

Vu la loi organique n° 99/209 du 19 mars 1999 modifiée relative à la Nouvelle-Calédonie,

Vu la loi n° 99/210 du 19 mars 1999 modifiée relative à la Nouvelle-Calédonie,

Vu le code des communes de la Nouvelle-Calédonie,

Vu le code de la route de la Nouvelle-Calédonie et les textes pris pour son application,

Vu l'arrêté du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie n° 2017-1513/GNC du 04 juillet 2017 relatif à la signalisation routière en Nouvelle-Calédonie,

Vu la délibération n°2019/736 du 29 août 2019 de la ville de Nouméa adoptant le règlement des voies ouvertes à la circulation publique,

Vu l'arrêté du maire de la ville de Nouméa n° 83/828 du 07 octobre 1983 réglementant la circulation et le roulage dans la ville de Nouméa, et les textes qui l'ont complété et modifié,

Vu l'arrêté du maire de la ville de Nouméa n° 2023/1651 du 2 mai 2023 portant délégation de fonction et de signature au secrétaire général et aux secrétaires généraux adjoints,

Vu l'arrêté du maire de la ville de Nouméa n° 2023/1963 du 7 juin 2023 accordant délégation de signature d'actes relatifs au fonctionnement de la direction de l'espace public,

Vu la demande de l'entreprise SEPAC et la demande en date du 29 février 2024, enregistrée en mairie sous le n° 47/02,

Considérant qu'il importe de définir d'une part, les prescriptions techniques par mesures de conservation du domaine public et d'autre part, les prescriptions en matière de circulation, applicables à tous travaux sur la voie publique, afin d'assurer le bon déroulement du chantier et de préserver la sécurité des usagers.

ARRETE :

TITRE I./ TRAVAUX

Article 1^{er}./ Objet

La SARL SEPAC (ci-après dénommée le permissionnaire) est autorisée à effectuer des travaux de tranchée entre l'armoire SLT et la caméra de vidéosurveillance en place au croisement de la rue du Général Mangin et de l'avenue Victoire-Henri Lafleur, sise section Centre Ville.

Cette autorisation est valable à compter de la notification du présent arrêté, pour une durée de quinze (15) jours sous réserve de la bonne exécution de l'article 2 ci-après.

Article 2./ Conditions impératives et nécessaires

- 1) Le permissionnaire ou ses sous-traitants devront **informer les services municipaux de la ville de Nouméa** de la date réelle du démarrage de chaque phase des travaux **au plus tard deux (2) jours ouvrés avant le début des travaux**, sous réserve de pénalités en cas de non-respect de la procédure.
Cette information se fera par l'envoi d'un courriel à l'adresse suivante : autorisation.voirie@ville-noumea.nc qui devra **clairement** indiquer le numéro du présent arrêté, le date de début d'intervention et sa durée réelle prévue.
- 2) Le présent arrêté devra être **affiché sur la zone de chantier** pendant toute la durée des travaux, de façon visible.

- 3) Le permissionnaire ou ses sous-traitants devront **informer le service exploitation de l'espace public avant toute modification** des conditions de circulation autorisées par le présent arrêté, quelle qu'en soit la nature (durée, interruption, date de début ou date de fin de travaux).
- 4) Une copie de ces courriels devra accompagner le présent arrêté en cas de contrôle de la police municipale.
- 5) La ville de Nouméa pourra faire procéder à l'arrêt total du chantier si l'une ou l'autre de ces conditions n'est pas respectée.

Article 3./ Obligations du permissionnaire

La SARL SEPAC et ses sous-traitants doivent retirer, au préalable des travaux, les plans de récolement des différents réseaux auprès des différents concessionnaires.

Le permissionnaire doit informer les concessionnaires de tous travaux à exécuter à proximité de leurs canalisations et ouvrages, dix (10) jours au moins avant le début de ceux-ci.

En tout état de cause, les indications du paragraphe 4.1, titre IV, du règlement des voies ouvertes à la circulation de la ville de Nouméa devront être appliquées.

Article 4./ Horaires de travaux

Les travaux s'effectueront du lundi au vendredi de 06h à 11h30 et de 13h30 à 18h.

Article 5./ Prescriptions techniques

- 1) Les accotements végétalisés ou aménagés et espaces verts doivent être remis en état après les travaux.
- 2) Si l'un des réseaux se trouvant sur la zone de chantier est endommagé au cours des travaux du permissionnaire, ce dernier devra signaler l'incident au concessionnaire concerné et à la ville de Nouméa et procéder aux réparations nécessaires pour une remise en état à l'identique.
- 3) Les dépôts de matériaux sur le domaine public ou privé de la commune doivent faire l'objet d'une demande préalable de l'entreprise.

Article 6./ Réception des travaux et responsabilité du permissionnaire

La réception des travaux aura lieu sur l'initiative du permissionnaire en présence d'un agent des services techniques municipaux, averti au moins une semaine avant la date de visite requise. Elle fera l'objet d'un procès-verbal de réception. Les travaux non conformes seront repris dans un délai de huit (8) jours calendaires à compter de la réception, faute de quoi, ils seront réalisés par la ville de Nouméa aux frais du permissionnaire.

La SARL SEPAC est responsable du bon état de l'ensemble des travaux pendant un délai de douze mois à dater de la réception des travaux, à l'exception des travaux de tranchées et des réfections de chaussées associées qui est de deux ans.

Article 7./ Sanctions

Dans le cas où le bénéficiaire de l'autorisation ne se conformerait pas aux dispositions du présent arrêté, ladite autorisation pourra être suspendue ou retirée.

TITRE II./ CIRCULATION

Article 8./ Mesures de police

La circulation et le stationnement seront réglementés au croisement de la rue du Général Mangin et de l'avenue Victoire-Henri Lafleur, sises section Centre Ville, à compter de la date de notification du présent arrêté, pendant toute la durée des travaux et de la façon suivante :

- la circulation sera limitée à 30 km/heure sur la zone balisée ;
- l'entrave à la circulation devra être réduite au minimum. Cependant, suivant les besoins exigés par la situation, des alternats et des fermetures de voie pourront être réalisés, après accord du service exploitation de l'espace public. Dans ce cas, l'alternat se fera soit à l'aide de panneaux de type C18 et B15, soit manuellement à l'aide de panneaux de type K10, soit à l'aide de feux tricolores ;
- le permissionnaire devra mettre en place un balisage adéquate pour chaque zone d'intervention pendant toute la durée des travaux ;
- le stationnement sera interdit sur les zones de travaux et de dépôt de matériaux qui devront être impérativement validées par la section gestion voirie et déplacements;
- le permissionnaire devra assurer la continuité de la circulation piétonne en aménageant si besoin un couloir balisé ou, à défaut, en dirigeant les piétons sur les passages protégés existants au moyen d'une signalisation adaptée ;

- le retour à la normale se fera sans préavis dès la fin des travaux.

Article 9./ Signalisation temporaire

Avant le début des travaux, l'entreprise devra mettre en place la signalisation temporaire du chantier, de jour comme de nuit, à l'aide de panneaux conformément à l'arrêté n° 2017-1513/GNC du 04 juillet 2017 susvisé.

Dans le cas où la signalisation permanente existante est différente ou porte une inscription contraire à la signalisation de chantier, celle-ci doit être temporairement masquée dans les zones de travaux afin qu'une cohérence vis-à-vis des usagers soit conservée.

Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuits et de jours non-ouvrables, les signaux en place doivent être déposés ou masqués quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu.

La signalisation sera entretenue pendant toute la durée des travaux et en cas de défaillance, la ville de Nouméa pourra faire procéder à l'arrêt du chantier.

Le permissionnaire sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut, d'une insuffisance ou d'une défaillance de cette signalisation.

La ville de Nouméa pourra exiger la mise en place d'une signalisation supplémentaire, horizontale et/ou verticale, qui n'aurait pas été prévue dans les plans fournis par l'entreprise lors de la demande, notamment lors de fermetures de voies nécessitant des déviations.

Article 10./ Obligations du permissionnaire

Le permissionnaire devra s'assurer que l'emprise de ses travaux ne perturbe pas la **circulation et l'arrêt des transports en commun**. Il devra impérativement, le cas échéant, en informer le syndicat mixte des transports urbains (SMTU) **un (1) mois au moins avant le début des travaux**. En tout état de cause, le paragraphe 4.1.1.2, titre IV, du Règlement des voies ouvertes à la circulation de la ville de Nouméa est applicable.

Si des imprévus venaient à engendrer une prolongation de travaux de nuit, l'entreprise serait tenue d'en avertir le SMTU dans les plus brefs délais en appelant le service régulation du réseau de transport en commun GIE TCN bus au 26 54 67 et Car Sud au 43 73 71 (du lundi au dimanche de 04h30 à 20h30). Il est rappelé que les transports en commun commencent leurs services dès 4h30.

En cas de mise en place de déviation, le permissionnaire devra s'assurer que cette dernière soit praticable par les services de transports collectifs.

Dans le cas où la signalisation verticale existante venait à gêner le bon déroulement des travaux, celle-ci devra obligatoirement faire l'objet d'un déplacement provisoire. Tout retrait de panneaux de signalisation est formellement interdit.

Le permissionnaire est tenu de veiller à la propreté des voies de circulation de jour comme de nuit, et à effectuer un nettoyage de celles-ci si nécessaire.

Le permissionnaire devra s'assurer que les accès aux entrées charretières sont maintenus en toutes circonstances.

Dans le cas où la modification des conditions de circulation mise en place venait à perturber la collecte des déchets, le permissionnaire devra prendre toutes les mesures nécessaires concernant l'acheminement des bacs d'ordures ménagères vers le lieu de ramassage provisoire, convenu avec la société CALECO.

Article 11./ Sanctions

Les contrevenants sont passibles des sanctions prévues par l'article R 610-5 du code pénal applicable en Nouvelle-Calédonie et des mesures administratives (mise en fourrière) prévues par les articles R 248 du code de la route applicable en Nouvelle-Calédonie.

Les sanctions prévues à l'article 2, titre V, du règlement des voies ouvertes à la circulation de la ville de Nouméa seront appliquées en cas de non-respect du présent arrêté.

Article 12./

Le délai de recours devant le tribunal administratif de Nouvelle-Calédonie contre le présent acte est de deux (2) mois à compter de sa date de notification.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.


Article 13./


Le présent arrêté sera enregistré, transmis au commissaire délégué de la République pour la province Sud, notifié à l'entreprise SEPAC et publié par voie électronique.

NOUMEA, le 11 MAR. 2024

LE MAIRE,

Pour le Maire et par délégation,
Le Secrétaire Général Adjoint,


Louis GABTHE



DESTINATAIRES :

Subdivision Administrative Sud 1
Direction Territoriale de la Police Nationale 1
Direction de l'Espace Public 1
Direction des Services d'Incendie et de Secours 1
Direction de la Police Municipale 1
SMTU : smtu@smtu.nc 1
SMTU : patrimoine@smtu.nc 1
Direction de l'Espace Public/SEEP 1
SGVD : autorisation.voirie@ville-noumea.nc 1
SAEP/ SAV : lea.sperandio@ville-noumea.nc 1
GIE TCN : exploitation@gietcn.nc 1
GIE TCN : responsable_regulation@gietcn.nc 1
GIE TCN : qse@gietcn.nc 1
CALECO : caleco@caleco.nc 1
PROPEA : accueil@locabennes.nc 1
Car Sud : regulation@carsud.nc 1
Intéressé(e) : d.tillier@sepac.nc;sepac@sepac.nc 1
Mise en ligne 1